

Pays : Hongrie

Commission : Économie et Finances

Problématique : Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ?

La Hongrie est une république parlementaire avec un gouvernement de droite populiste qui bénéficie d'une ample majorité. Les partis qui le forme sont FIDESZ, populiste nationaliste conservateur de droite et KDNP, chrétien de droite. Le premier ministre, Viktor Orbán à la tête du gouvernement et du pouvoir exécutif est parfois considéré par les médias occidentaux comme eurosceptique et autoritaire vu son temps au pouvoir (10 ans) et ses mesures économiques. Le sujet de ce conseil est celui des économies et des finances. Ses ministres se posent la question de savoir s' il faudrait protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19.

L'Union Européenne comme toute autre association économique mondiale doit prendre des mesures pour apaiser l'impact négatif de la crise du COVID-19, tel le ralentissement des flux et donc le danger d'une récession. Les solutions possibles sont les « Corona Bonds » que remettrait l'UE aux différents membres pour vacciner et revitaliser leurs économies. Mais aussi un protectionnisme européen qui pourrait rendre compétitive l'union vis à vis des États-Unis et de la Chine. L'économie de notre pays dépend fortement des exportations aux pays de l'Union Européenne et une grande partie de ces importations viennent des pays membres. De plus, tout comme la région des Balkans il s'agit des pays avec les PIB les plus faibles de l'Union Européenne ce qui rend compliquée la vaccination de sa population. Également avec des antécédents comme la crise des immigrants dans laquelle la Hongrie a été fortement touchée, nous sommes inquiétés par la politique des frontières et de l'immigration non contrôlée.

La Hongrie veut une politique d'économie libérale dans l'Union Européenne, il ne s'agit pas d'euroscepticisme mais d'une philosophie politique différente et d'une histoire compliquée. Selon notre gouvernement, amplement approuvé par la population nationale, une économie forte permet une baisse de la pauvreté et en général une amélioration des conditions de vie. Il est dans l'intérêt de la Hongrie d'avoir une Union puissante puisque son économie dépend majoritairement d'exportations à ses voisins membres. C'est pour cela qu'elle participe au groupe Visegrad (Slovaquie, Pologne, Hongrie et République Tchèque) et intercède pour l'élargissement de l'Union Européenne dans les Balkans (République d'Albanie et République de Macédoine du Nord). Notre pays est donc neutre en termes de protectionnisme économique européen tant que ses exportations en Turquie et Russie ne se voient pas affectées. De plus, l'histoire de crises d'immigrants en Hongrie nous fait plaider pour une politique d'immigration d'humanisation. En effet, le protectionnisme contre le virus devrait établir un contrôle majeur des frontières européennes pour pouvoir intégrer les immigrants en leur donnant du travail et non pas en les internant dans des camps de réfugiés sans avenir. Finalement notre pays considère injuste la répartition des « corona bonds » puisque les pays comme l'Espagne reçoivent une somme non proportionnelle à leur population et qu'il s'agit des pays avec le plus grand déficit de l'Union Européenne. Tandis que la région des Balkans dépend fortement de ces crédits pour pouvoir lutter contre la pandémie et pourtant elle est la moins favorisée.

Les solutions proposées par la Hongrie pour à long terme pouvoir faire face à la Chine et aux États-Unis sont une meilleure répartition des crédits qui veille à qu'ils ne soient pas gaspillés inutilement, mettre à part les différences et se concentrer dans l'économie en favorisant la concurrence entre les pays membres (la Hongrie vote contre la directive d'harmonisation fiscale). Mais aussi rendre le système plus efficace avec moins de bureaucratie, c'est-à-dire une réduction des députés, des subventions et des dépenses et peut-être une digitalisation pour rendre plus rapide notre Union Européenne.

La Hongrie est un pays qui depuis sa transition économique en 1990 (après la dissolution d'un gouvernement communiste) et son entrée dans l'Union Européenne juste quatorze ans plus tard a plaidé pour une politique économique libérale. Notre pays considère que c'est la solution à la pauvreté et il est contre une Union Européenne socialiste qui rendrait ses marchés non-compétitifs.